



MARCHE OFII n° 13 FL

Formation linguistique

- Cahier des clauses particulières –

ACHETEUR PUBLIC :

Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
(OFII)
44, rue Bargue 75732 Paris - Cedex 15
Tél. : 01 53 69 51 25 / télécopie : 01 53 69 53 69
Courriel : marches.dab@ofii.fr - URL : <http://www.ofii.fr>

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Le 27 septembre 2012, à 12 Heures 00

Le présent cahier des clauses particulières comporte 17 pages numérotés 1 à 18 et conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, tous les documents liés à ce marché utiliseront exclusivement la langue française.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 4 : PUBLICS BENEFICIAIRES	6
4.1 Public CAI	6
4.2 Public « hors CAI »	6
4.3 Reprise des publics issus des dispositifs antérieurs	7
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE.....	7
5.1 Durée du marché	7
5.2 Conditions de renouvellement	7
ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS	8
6.1 Objectifs de la formation et approche didactique	8
6.2 Offre de formation et organisation du dispositif	8
6.3 Modalités d'accès au dispositif	10
6.4 Validation des acquis de formation	11
6.5 Suivi des parcours	11
6.6 Mise en œuvre de moyens adaptés	12
6.7 Périodes de fermeture	12
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
7.1 Vis-à-vis des bénéficiaires	12
7.2 Vis-à-vis de l'OFII	13
7.3 Validation des formateurs	13
ARTICLE 8 : DEONTOLOGIE	13
ARTICLE 9 : BONS DE COMMANDE	14
ARTICLE 10 : PRIX.....	14
ARTICLE 11 : FACTURATION.....	14
11.1 Présentation de la facture :	15
11.2 Envoi de la facture :	15

11.3 Conditions d'acceptation de la facture	15
ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	15
12.1 Dispositions générales	15
12.2. Avance	16
12.3 Délai de paiement	16
12.4. Nantissement et cession de créances	16
ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	16
13.1. Sous-traitance	16
13.2. Co-traitance	16
ARTICLE 14 : CONTROLE ET PENALITES	16
14.1 Contrôle	16
14.2 Pénalités	17
ARTICLE 15 : ASSURANCE	17
ARTICLE 16 : CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE	17
16.1 Résiliation pour faute	17
16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	18
ARTICLE 17 : LITIGES	18
ARTICLE 18 : DEROGATIONS	18

ANNEXE :

Annexe 1 - Flux indicatifs

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre, pour le compte de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), d'un dispositif d'apprentissage du français au bénéfice de personnes étrangères installées légalement et durablement sur le territoire français.

Ce dispositif vise l'acquisition d'un usage quotidien de la langue et des outils nécessaires à une bonne insertion dans la société française (en particulier par l'apprentissage des usages et des Valeurs de la République). Il privilégie l'oral et la lecture, sans ignorer l'écriture.

Les signataires du contrat d'accueil et d'intégration (CAI) et ceux qui souhaitent acquérir la nationalité française en sont les bénéficiaires prioritaires : ils y accèdent obligatoirement. Pour les autres publics, l'accès au dispositif est fonction de conditions d'éligibilité détaillées ci-après et du nombre de places programmées semestriellement par l'OFII.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de services passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article 28 du code des marchés et dans le cadre du régime assoupli prévu par l'article 30 de ce même code.

Il s'agit d'un marché à bon de commande conclu en application des dispositions de l'article 77 du code des marchés publics. Il est passé sans minimum ni maximum.

Ce marché est estimé à 7 000 000 d'heures de formation par an pour l'ensemble des lots. Il est divisé en 34 lots en application des dispositions de l'article 10 du code des marchés publics :

Directions Territoriales de l'OFII	Lot	Départements concernés
Strasbourg	Lot 1	Bas Rhin, Haut Rhin
Bordeaux	Lot 2	Dordogne, Gironde, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques
Clermont Ferrand	Lot 3	Allier, Cantal, Haute Loire, Puy de Dôme
Dijon	Lot 4	Côte d'Or, Nièvre, Saône et Loire, Yonne
Rennes	Lot 5	Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan
Reims	Lot 6	Ardennes, Aube, Marne, Haute Marne
Orléans	Lot 7	Cher, Eure et Loire, Indre, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret
Marseille	Lot 8	Corse du Sud, Haute Corse
Besançon	Lot 9	Doubs, Jura, Haute Saône, Territoire de Belfort

Melun	Lot 10	Seine et Marne
Montrouge	Lot 11	Yvelines
Créteil	Lot 12	Essonne
Montrouge	Lot 13	Hauts de Seine
Créteil	Lot 14	Val de Marne
Paris	Lot 15	Paris
Bobigny	Lot 16	Seine St Denis
Val d'Oise	Lot 17	Val d'Oise
Montpellier	Lot 18	Aude, Hérault, Gard, Lozère, Pyrénées Orientales
Limoges	Lot 19	Corrèze, Creuse, Haute Vienne
Metz	Lot 20	Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Vosges
Toulouse	Lot 21	Ariège, Aveyron, Haute Garonne, Gers, Lot, Hautes Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne
Lille	Lot 22	Nord, Pas de Calais
Rouen	Lot 23	Eure, Seine Maritime
Caen	Lot 24	Calvados, Manche, Orne
Marseille	Lot 25	Alpes de Haute Provence, Hautes Alpes, Bouches du Rhône, Var, Vaucluse
Nice	Lot 26	Alpes Maritimes
Nantes	Lot 27	Loire Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée
Amiens	Lot 28	Aisne, Oise, Somme
Poitiers	Lot 29	Vienne, Charente, Charente Maritime, Deux Sèvres
Lyon	Lot 30	Ain, Ardèche, Drôme, Loire, Rhône
Grenoble	Lot 31	Isère, Savoie, Haute Savoie
Cayenne	Lot 32	Guyane
Guadeloupe	Lot 33	Guadeloupe, Martinique, St Martin
La Réunion	Lot 34	La Réunion

Le tableau joint en annexe 1 présente une estimation annuelle du nombre de bénéficiaires par département.

Cette estimation a été établie sur la base des réalisations 2011. Elle est donnée à titre indicatif, et n'a aucune valeur contractuelle.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé par les parties et l'annexe financière (page 2 du dossier de réponse) ;
- le présent cahier des clauses particulières n°13 FL du 17/07/2012 et son annexe dont l'exemplaire conservé dans les archives de la Personne publique fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté n°0066 du 19 janvier 2009 au JORF ;
- l'offre technique du titulaire (dossier de réponse et ses annexes) datée et signée par le représentant du candidat ou toute personne ayant pouvoir d'engager le candidat.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : PUBLICS BENEFICIAIRES

Les publics bénéficiaires des prestations prévues au marché sont répartis en deux grandes catégories :

- public CAI
- public « hors CAI »

Les dispositions relatives à la formation de ces publics, telles que détaillées ci-après, peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'avenants au présent marché dans les conditions prévues à l'article 20 du code des marchés publics.

4.1 Public CAI

Le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA - article L311-9) dispose que l'étranger admis pour la première fois au séjour en France ou qui entre régulièrement en France entre l'âge de seize ans et l'âge de dix-huit ans, et qui souhaite s'y maintenir durablement, prépare son intégration républicaine dans la société française. Pour cela, il conclut avec l'Etat un Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) qui est établi et présenté par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) et signé par le Préfet territorialement compétent pour délivrer le titre de séjour.

Tout signataire du CAI s'engage à suivre un apprentissage du français lorsque le besoin en est établi.

La réglementation actuellement en vigueur dispose que le niveau de connaissance de la langue exigé pour les signataires du CAI est celui attesté par le Diplôme initial de langue français (DILF), en l'occurrence le niveau A1.1 du Cadre européen commun de référence (CECR). du Conseil de l'Europe.

Les personnes révélant au moment de la signature de leur CAI un niveau de connaissance du français inférieur à ce niveau A1.1 sont soumises à une obligation d'apprentissage du français. Elles accèdent au dispositif dès l'âge de 16 ans.

4.2 Public « hors CAI »

En dehors des signataires du CAI, un certain nombre de places est programmé semestriellement par l'OFII pour d'autres publics, dits publics « hors CAI ».

4.2.1 Postulants à la nationalité française

Le décret n° 2011-1265 du 11 octobre 2011, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012, dispose que le niveau exigé pour l'accès à la nationalité française est dorénavant celui défini par le niveau B1, rubriques "écouter", "prendre part à une conversation" et "s'exprimer oralement en continu" du CECR. Il dispose également que le niveau du postulant n'est plus évalué au cours d'un entretien individuel par un agent de préfecture : il appartient désormais à l'étranger d'en justifier la maîtrise par la production d'un diplôme ou d'une attestation délivrée par un organisme reconnu par l'Etat ou par un prestataire agréé.

Ces publics accèdent au dispositif dès l'âge de 18 ans.

4.2.2 Les autres publics « hors CAI »

Les autres catégories de bénéficiaires « hors CAI » éligibles au dispositif sont :

- les personnes rencontrant des difficultés d'accès ou de retour à l'emploi du fait d'une maîtrise insuffisante de la langue ;
- les signataires du CAI à qui une formation linguistique n'a pu être proposée dans le cadre du CAI du fait d'un niveau initial supérieur à celui prévu par la réglementation ou désirant poursuivre leur apprentissage du français entrepris dans le cadre du CAI ;
- les femmes rencontrant des difficultés dans leur vie quotidienne du fait d'un manque d'autonomie linguistique.

Ces personnes doivent être titulaires d'un titre de séjour démontrant qu'elles résident légalement et durablement en France. Les ressortissants de l'Union Européenne doivent être titulaires de la carte de séjour portant la mention « CE-séjour permanent ».

Les personnes âgées de plus de 26 ans constituent le public-cible de cette catégorie « hors CAI ». Cependant, les personnes âgées de 16 à 25 ans ayant réalisé un premier parcours dans le cadre du CAI (obligatoire dès l'âge de 16 ans) et souhaitant poursuivre leur apprentissage « hors CAI » peuvent y accéder.

La direction territoriale de l'OFII compétente sur le territoire peut également autoriser au cas par cas l'accès de certains jeunes âgés de 18 à 25 ans non signataires du CAI au dispositif, notamment au regard du contexte emploi/formation local.

4.3 Reprise des publics issus des dispositifs antérieurs

Outre les publics bénéficiaires d'une prescription de formation en 2013, le titulaire s'engage à assurer toute ou partie de la formation de personnes à qui une formation linguistique a été prescrite par l'OFII en 2011 ou 2012 :

- ayant commencé leur formation en 2011 ou 2012 et qui ont à la poursuivre en 2013 ;
- à qui une formation linguistique a été prescrite en 2012 et dont l'entrée en formation est prévue en 2013.

Le titulaire procède à la convocation de ces personnes sur la base de listings, avec coordonnées postales, qui lui sont fournis par l'OFII.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

5.1 Durée du marché

Le présent marché s'exécute à compter de la date de notification et s'achève au plus tard le 31 décembre 2015.

La période initiale s'exécute de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2013. A l'issue de celle-ci, le marché peut être reconduit au maximum 2 fois, par tacite reconduction de 12 mois.

Dans l'hypothèse où l'OFII souhaiterait ne pas reconduire le marché, il doit en informer le titulaire au plus tard 30 jours avant la date anniversaire de la notification.

En application de l'article 16 du Code des marchés publics, le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction dudit marché.

Le démarrage des prestations a lieu dès réception du premier bon de commande.

5.2 Conditions de renouvellement

Dans le cas d'un premier renouvellement pour l'année 2014, le titulaire continue d'assurer la formation des publics reçus en 2013 définis à l'article 4 du présent CCTP qui n'ont pas achevé leur formation le 31/12/13. Il a également en charge la formation des publics CAI et « hors CAI » de l'année 2014 jusqu'au 31/12/14.

Dans le cas d'un deuxième renouvellement pour l'année 2015, le titulaire continue d'assurer la formation des publics reçus en 2013 et 2014 définis à l'article 4 du présent CCTP qui n'ont pas achevé leur formation au 31/12/14. Il a également en charge la formation des publics CAI et « hors CAI » de l'année 2015 jusqu'au 31/12/15.

En cas d'absence de premier ou de deuxième renouvellement, le titulaire s'engage à transférer au nouveau titulaire désigné par l'OFII les bénéficiaires qu'il a en charge et dont les parcours ne sont pas encore achevés à la date de fin de période initiale (absence de 1^{er} renouvellement) ou de fin de 1^{er} renouvellement (absence de 2^{ème} renouvellement).

De même, en fin de deuxième et dernier renouvellement, le titulaire s'engage à transférer les bénéficiaires qu'il a en encore charge et dont les parcours ne sont pas achevés au 31/12/15 au titulaire du marché que l'OFII aura attribué pour l'année 2016.

ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS

6.1 Objectifs de la formation et approche didactique

Le dispositif vise à répondre aux besoins de formation en langue française d'adultes migrants dont le français n'est pas la langue maternelle. Il s'agit pour ces personnes d'acquérir :

- une langue d'usage pratique, dont l'apprentissage se fonde sur des références quotidiennes ;
- une langue destinée à devenir la langue courante des apprenants. Elle n'est pas enseignée comme une langue étrangère, mais est progressivement intériorisée ;

- une langue familière. Son enseignement fait écho à l'environnement linguistique dans lequel baigne l'apprenant (au travail, dans la rue, dans les administrations, dans les commerces et les services);
- une langue de l'autonomie, qui permet à l'apprenant de se mouvoir dans les différents espaces de la société et d'y trouver toute sa place ;
- une langue dont la première approche est orale et qui n'ignore pas les expressions, les tournures et les « manières de parler » qui permettent de comprendre les conversations courantes et de s'y insérer ;
- la langue des parents désireux d'accompagner l'évolution de leurs enfants scolarisés dans des écoles de la République ;
- une langue qui donne les clés de l'insertion professionnelle.

L'enseignement de cette langue doit tenir compte :

- des « points de départ » de chacun des apprenants. Ces pré-requis peuvent être très disparates, selon que ceux-ci sont ou non lecteurs et/ou scripteurs et selon leur univers linguistique originel ;
- de l'hétérogénéité des publics, caractéristique constituant elle-même l'une des conditions de la pédagogie.

Son apprentissage inclut, par le vocabulaire, la syntaxe et leurs usages, la compréhension des valeurs et des principes qui fondent la vie en société dans notre pays, tels que la liberté et la responsabilité, les modes de fonctionnement de la société démocratique, les règles de la justice, l'équilibre des droits et des devoirs, le respect des opinions et des religions, la tolérance, la lutte contre les préjugés, la laïcité, la Loi (l'égalité devant la loi, son respect, le régime des sanctions, la création des normes), l'éducation des enfants et le principe de l'instruction publique, l'égalité des hommes et des femmes, les règles de politesse et les usages de la sociabilité (le vouvoiement), les protections (des individus, de la propriété, de la vie privée, des salariés ...) ou encore le respect de l'espace public et des autorités publiques.

6.2 Offre de formation et organisation du dispositif

6.2.1 Typesdeparcours

L'offre de formation comporte 5 types de parcours définis par rapport au Cadre européen commun de référence (CECR) du Conseil de l'Europe.

Désignation du parcours	Caractéristique du public	Niveau d'entrée en formation	Niveau de sortie visé
A1.1	Public non ou peu scolarisé et, de ce fait, non lecteur/non scripteur dans sa langue maternelle.	Méconnaissance totale ou quasi-totale de la langue française.	A1.1 du CECR
A1.1 => A1	Public non ou peu scolarisé, de niveau initial A1.1.	Niveau A1.1	A1 du CECR
A1	Public scolarisé de façon significative dans sa langue maternelle (au moins équivalent fin de collège),	Méconnaissance totale ou quasi-totale de la langue française.	A1 du CECR
A1=>A2	Toute personne de niveau initial A1 du CECR.	Niveau A1	A2 du CECR

A2=>B1	Toute personne de niveau initial A2 du CECR.	Niveau A2	Compétences orales du B1 du CECR
--------	--	-----------	----------------------------------

6.2.2 Duréesdeformation

Les durées de chaque parcours sont celles que le titulaire a mentionnées dans son dossier de réponse à l'appel d'offre. Elles sont de 400 heures maximum, et d'un minimum de :

- 150 heures pour les parcours visant l'acquisition du niveau A1.1
- 80 heures pour les autres types de parcours (visant le A1, le A2 ou le B1)

Le positionnement du migrant sur un type de parcours est décidé par le titulaire, en concertation avec l'intéressé et sous le contrôle de l'OFII, au vu du niveau et du profil de la personne.

Une fin anticipée de la formation est proposée à la personne ayant atteint le niveau visé sans avoir réalisé l'intégralité des heures qui lui ont été prescrites.

A l'inverse, sous réserve d'accord de la direction territoriale de l'OFII, un complément d'heures de formation peut être proposé au bénéficiaire n'ayant pas atteint le niveau visé en fin de formation. Ce complément ne doit pas excéder un volume d'heures équivalent à 20% de la durée initiale.

6.2.3 Rythmesdeformation

Le titulaire doit être en mesure de proposer des rythmes de formation diversifiés adaptés aux besoins et aux situations des personnes. Ces rythmes peuvent être intensifs (de l'ordre de 20H à 30H/semaine), semi-intensifs (de 10H et 20H/semaine) ou extensifs (de 5H à 10H/semaine). En cas de besoin, des cours du soir et/ou organisés le samedi matin sont proposés.

Le titulaire est autorisé, pour ce faire, à réunir au sein d'une même action de formation, des apprenants concernés par le présent marché et des apprenants relevant d'autres dispositifs.

Les cours intensifs doivent être la règle pour les signataires du CAI. Seuls ceux justifiant d'une réelle indisponibilité en journée, notamment en raison de l'exercice d'une activité professionnelle, peuvent se voir proposer des cours du soir ou le samedi matin.

6.2.3 Entréesenformation

Le titulaire organise les entrées en formation à date fixe après avoir constitué des groupes de niveau et de profil d'apprentissage le plus homogène possible. Les entrées et sorties permanentes ne sont pas souhaitées : seul un nombre insuffisant de bénéficiaires peut justifier le recours à une telle organisation et celle-ci ne peut être mise en place sans accord préalable du directeur territorial compétent sur le territoire.

Quelque soit l'organisation retenue, la taille d'un groupe en formation ne doit pas excéder 20 personnes.

6.2.3 Maillageterritorial

Un des enjeux majeur de la présente consultation réside, pour l'essentiel, dans la capacité du titulaire à proposer des solutions de proximité aux bénéficiaires.

Si le titulaire n'a pas de solution de proximité à proposer, il a recours à la sous-traitance dès lors qu'il existe des organismes de formation implantés localement susceptibles d'intégrer dans leurs actions de formation les bénéficiaires concernés. Cette sous-traitance peut être soit anticipée, soit organisée à la survenance du besoin. Elle est mise en œuvre, soit à l'initiative du titulaire, soit à la demande de l'OFII.

6.3. Modalités d'accès au dispositif

6.3.1 [PourlessignatairesduCAI](#)

Le besoin d'apprentissage du français est établi par l'OFII, dans le cadre des plates-formes d'accueil qu'il organise, conformément à la réglementation qui régit le CAI.

Lorsque l'étranger présente un niveau de connaissance de langue conforme à celui fixé par la réglementation, l'OFII lui délivre une attestation ministérielle de dispense de formation linguistique (AMDFL) qui le dégage des obligations de formation dans ce domaine.

Dans le cas contraire, l'OFII lui prescrit un apprentissage du français.

A la suite immédiate de cette prescription, le bénéficiaire se voit systématiquement proposer par l'OFII un rendez-vous avec le titulaire pour un entretien d'entrée en formation.

Ces entretiens sont programmés en concertation avec l'OFII : ils peuvent être individuels et/ou collectifs.

Ils permettent au titulaire :

- d'établir un premier contact avec le bénéficiaire ;
- de déterminer sur le plan pédagogique et du point de vue des rythmes et des horaires le type de parcours à mettre en place au regard de ses besoins et de sa situation.

Toute personne orientée doit obligatoirement se voir proposer un démarrage de sa formation dans un délai maximum de 2 mois suivant la signature de son contrat. Dans l'hypothèse où la personne refuse l'offre qui lui est faite (au motif par exemple que les cours sont trop éloignés de son domicile ou que les horaires ne conviennent pas), le titulaire en informe par écrit l'OFII en spécifiant les coordonnées et les références des personnes concernées ainsi que les motifs du refus.

La durée d'un contrat d'accueil et d'intégration est d'un an à compter de sa date de signature. Durant cette période, le bénéficiaire doit réaliser la formation qui lui a été prescrite. Néanmoins, un délai supplémentaire de 6 mois peut être accordé si le parcours de formation est en cours d'exécution à l'échéance de la première année du contrat. Il fait obligatoirement l'objet d'un accord exprès transmis par le directeur territorial de l'OFII.

6.3.2. [Pourlespublics«horsCAI»](#)

Les personnes susceptibles de bénéficier d'un apprentissage du français dans le cadre d'un parcours « hors CAI » peuvent notamment être orientées par :

- les préfectures ;
- les conseillers du Pôle Emploi ;
- les services sociaux ;
- les municipalités ;
- les associations ;
- les organismes de formation.

Le volume annuel de prise en charge de ces publics est fonction du nombre de places prévues dans le cadre d'une programmation semestrielle établie par la direction territoriale de l'OFII.

Il appartient au titulaire, en collaboration avec la direction territoriale de l'OFII, d'informer régulièrement de l'offre disponible les services (précités) susceptibles d'orienter les personnes vers le dispositif.

Comme dans le cadre du CAI, chaque bénéficiaire se voit proposer par le service qui l'oriente un rendez-vous avec le titulaire pour un entretien d'entrée en formation (individuel et/ou collectif). Ce rendez-vous est fixé, soit par téléphone, soit en fonction d'un planning transmis par le titulaire.

Les entrées en formation « hors CAI » sont soumises à une validation de la direction de l'OFII compétente sur le territoire.

6.4 [Validation des acquis de formation](#)

En fin de formation, le titulaire délivre au migrant qui a suivi sa formation avec assiduité une attestation

qui détaille a minima :

- les nom et prénom du bénéficiaire ;
- les dates de début et de fin de formation ;
- le nombre d'heures réalisées ;
- le niveau atteint en fin de formation (en référence au CECR).

Il assure également l'inscription aux tests ou examens des bénéficiaires lorsque ceux-ci souhaitent ou ont l'obligation de s'y présenter, conformément à la réglementation en vigueur et/ou aux instructions de l'OFII.

Si l'organisme est titulaire du label Français langue d'intégration (label FLI), il délivre les attestations, conformément à la réglementation relative à ce label.

S'il ne l'est pas, il oriente les bénéficiaires vers les organismes habilités à faire passer des tests tels que mentionnés à l'art. 2 de l'Arrêté NOR: IOCN1126048A du 11 octobre 2011.

6.5 Suivi des parcours de formation

Le titulaire dispose d'une connexion extranet à l'application OFII de gestion du CAI. Il procède mensuellement, conformément aux instructions et délais fixés par l'OFII, à l'enregistrement et/ou la mise à jour, pour chaque dossier, de l'ensemble des données nécessaires au bon suivi des parcours :

- présence ou absence (avec motif) au rendez-vous d'entrée en formation ;
- type de parcours proposé et nombre d'heures prescrit ;
- début (avec date) ou report (avec motif) de la formation ;
- nombre d'heures réalisées dans le mois ;
- date et motif de fin de formation (fin de parcours, abandon, arrêt de la formation)
- demande éventuelle d'inscription à un examen ou à un test.

Tout manque d'assiduité manifeste ou toute absence prolongée non autorisées (au-delà de 3 jours) d'un bénéficiaire entraîne l'arrêt définitif de son parcours de formation.

Les absences autorisées sont les suivantes :

- 4 jours pour mariage ;
- 16 semaines pour congé de maternité ;
- 14 jours pour congé paternité ;
- 2 jours pour décès d'un conjoint ou d'un enfant ;
- 1 jour pour mariage d'un enfant ;
- 1 jour pour le décès du père ou de la mère du stagiaire.

Sont également autorisées, les absences liées à la participation aux autres formations et prestations prévues dans le cadre du CAI.

Les heures de formation non réalisées en raison d'absences autorisées ne peuvent donner lieu à un paiement de celles-ci par l'OFII.

Concernant les signataires du CAI, toute personne souhaitant reporter son entrée en formation ou interrompre son parcours pour diverses raisons (maternité, emploi, ...) est invitée par le titulaire à en formuler expressément la demande auprès de la direction territoriale de l'OFII. Celle-ci évalue la légitimité du motif invoqué. Toute absence d'entrée en formation à la date prévue ou d'interruption de formation sans accord de l'OFII peut entraîner la résiliation du CAI.

Au-delà de trois jours d'absence non justifiés, le bénéficiaire ne peut obtenir la délivrance de l'attestation d'assiduité à la formation linguistique. Les dérogations seront délivrées au cas par cas par l'OFII.

6.6 Mise en œuvre de moyens adaptés

6.6.1 En personnel pédagogique et administratif

Equipe pédagogique

Le titulaire doit affecter aux actions du dispositif une équipe encadrée par un référent. Ce dernier

coordonne les actions. Il assure l'ingénierie pédagogique des actions et l'organisation du suivi des bénéficiaires. Il encadre l'équipe de formateurs. Il est responsable du contrôle qualité du dispositif.

Les formateurs doivent posséder une formation initiale (master FLE, master FLI ou équivalent) ou une expérience significative de l'enseignement du français aux étrangers (>10ans).

Le directeur de l'OFII territorialement compétent doit être informé, dans les plus brefs délais, de tout changement dans l'équipe des formateurs.

Personnel administratif

Le prestataire doit disposer de personnel dédié aux tâches administratives et financières, chargé notamment de gérer les documents relatifs à l'exécution du marché (traitement des bons de commande, élaboration des factures, suivi d'activité).

6.6.2. En moyens matériels

Les locaux

Les locaux de formation doivent présenter :

- une surface suffisante au vu du nombre de personnes qui les fréquentent ;
- un environnement et des équipements permettant de dispenser des cours dans de bonnes conditions ;
- des conditions de propreté et d'hygiène irréprochables ;
- un accès aux personnes à mobilité réduite est souhaité.

Le matériel pédagogique

L'équipe pédagogique et les bénéficiaires doivent être dotés ou avoir accès aux ressources et matériels nécessaires à la mise en œuvre d'une pédagogie adaptée :

- manuels pédagogiques ;
- méthodes audio-visuelles ;
- postes informatiques équipés de logiciels dédiés à l'apprentissage de la langue, ou munis d'une connexion Internet à des sites dédiés ;
- équipement audio-visuel.

6.7 Périodes de fermeture des organismes de formation

Les périodes de fermeture autorisées par l'OFII pour les prestations objet de ce marché sont les suivantes :

- le mois d'août ;
- une semaine en fin d'année.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage, en vertu du principe de mutabilité du service public, à adapter les prestations prévues au présent marché à toute modification de la réglementation susceptible d'intervenir en cours de son exécution.

De plus, en dehors des obligations relatives à l'exécution de la prestation décrite à l'article 6, le prestataire est tenu à certaines obligations vis-à-vis des bénéficiaires et des autres acteurs du dispositif.

7.1 Vis-à-vis des bénéficiaires

L'organisme s'engage à :

- assurer la gratuité de la formation, y compris des documents pédagogiques ;
- fournir aux bénéficiaires une information suffisante sur le déroulement de la formation et ses objectifs (règlement intérieur, planning, contrat pédagogique ou programme, modalités de validation des parcours...) ;
- mettre en place une pédagogie adaptée aux objectifs de formation du bénéficiaire ;
- assurer un suivi personnalisé des bénéficiaires tout au long de la formation ;
- inscrire, le cas échéant, les bénéficiaires aux examens dès lors que le niveau requis est

atteint, même si les heures de formation prévues ne sont pas intégralement réalisées.

7.2 Vis-à-vis de l'OFII

Le directeur territorial de l'OFII assure le pilotage du dispositif. A ce titre, il est destinataire de toute demande relative au présent marché et organise des réunions de coordination avec le titulaire au moins tous les deux mois.

Le titulaire transmet mensuellement à l'OFII, via la connexion extranet dont il dispose, les informations relatives à la réalisation des parcours de formations, notamment pour les signataires du CAI : l'OFII doit en effet être en mesure de rendre compte à tout moment aux préfectures de l'assiduité des signataires aux formations, notamment lors du renouvellement de leur titre de séjour ou de la délivrance de leur carte de résident.

La diffusion d'informations relatives aux caractéristiques des bénéficiaires (statut, nationalité, profil socioprofessionnel, niveau d'étude, ancienneté sur le territoire ...) à d'autres destinataires que l'OFII ou organisme mandaté par lui au titre du présent marché, est interdite.

Le directeur territorial doit être immédiatement informé des incidents intervenant durant les prestations.

7.3 Validation des formateurs

Dans les 3 mois qui suivent la notification d'attribution du marché, l'OFII procède à la validation des formateurs proposés par le titulaire dans son offre. Cette validation vise à s'assurer de la réalité de l'adéquation de la compétence des formateurs aux besoins des bénéficiaires :

Elle est réalisée lors d'entretiens individuels conduits par le directeur territorial de l'OFII (ou son adjoint) et permet de vérifier :

- la capacité du formateur à s'exprimer en français de façon parfaitement intelligible ;
- sa bonne connaissance de la problématique de l'enseignement du français en tant que langue d'intégration et des enjeux liés au Contrat d'accueil et d'intégration ;
- sa réelle disponibilité pour intervenir sur le dispositif.

Si le formateur n'est pas validé, le titulaire désigne un remplaçant de niveau au moins équivalent dans un délai de quinze jours suivant la date de déroulé de la session d'évaluation.

Le titulaire prend à sa charge les frais de formation du remplaçant, qui consiste en la transmission de l'ensemble des connaissances nécessaires à son intervention. Le remplacement du personnel du titulaire ne peut, en aucun cas, entraîner une modification des conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : DEONTOLOGIE

Le titulaire respecte les obligations suivantes de neutralité et de laïcité imparties au service public :

- laïcité des objectifs et du contenu de la formation ;
- neutralité des intervenants ;
- neutralité des locaux ;
- respect des convictions des publics accueillis ou bénéficiaires, notamment religieuses.

Aucun jugement à caractère moral, culturel et religieux n'est toléré, tant de la part des bénéficiaires que des intervenants, notamment en matière de tenue vestimentaire et de comportement.

Le port de la « burqa » ou du « niqab », vêtements masquant totalement le visage des personnes, est interdit en formation, conformément à la Loi du 11 octobre 2010 relative à l'interdiction de dissimulation du visage dans les espaces publics.

Le titulaire ne peut autoriser des personnes autres que les bénéficiaires à assister aux formations sans accord préalable de l'OFII.

ARTICLE 9 : BONS DE COMMANDE

Des bons de commande distincts sont émis d'une part, selon qu'il s'agit de publics CAI ou de publics « hors CAI » et, en fonction de l'année de référence (dans le cadre des renouvellements). L'OFII délivre les

bons de commande aux prestataires dans les conditions suivantes :

- Le premier bon de commande déclenche le démarrage des prestations ;
- Les bons de commande ultérieurs dépendent des flux d'arrivée et de l'exécution des prestations.

Chaque bon de commande contient :

- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de référence du marché et du lot ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le volume d'heures/stagiaire commandé ;
- le prix unitaire de l'heure/stagiaire ;
- la durée d'exécution ;
- le montant total de la commande HT et TTC.

La durée d'exécution du dernier bon de commande de chaque période annuelle ne pourra excéder de trois mois la date d'expiration du marché, soit le 31 mars de l'année N+1 pour un bon de commande émis avant le 31 décembre de l'année N.

ARTICLE 10 : PRIX

Il s'agit d'un prix unitaire de l'heure de formation par bénéficiaire appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées. Il est unique et inclut tous les coûts annexes liés à l'acte de formation, notamment :

- la coordination du dispositif ;
- la participation aux réunions ;
- la gestion administrative et pédagogique du dispositif,
- l'accueil des bénéficiaires, leur positionnement initial et orientation sur le dispositif,
- le suivi des parcours et l'évaluation finale des acquis.

En cas de reconduction, ce prix horaire est révisé au 1^{er} janvier de chaque année, selon la formule suivante :

Les prix figurant à l'annexe financière sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = Po[0,8+0,2*(Ir/Io)]$$

Dans laquelle :

Po = prix au jour de la signature du marché ;

P = prix révisé ;

Io = valeur de l'indice Insee ICHTrev-TS Information et communication au jour de la signature du marché ou du renouvellement du marché en cas de nouvelle reconduction au-delà de la première ;

Ir = valeur l'indice Insee ICHTrev-TS Information et communication au jour de la révision du prix.

Les valeurs « o » des indices sont celles de la date de notification du marché, ou de la décision de reconduction, au titulaire. La valeur au numérateur est celle du dernier indice connu à la date de la révision du prix.

ARTICLE 11 : FACTURATION

11.1 Présentation de la facture :

La facture afférente au paiement ne peut être rattachée qu'à un seul bon de commande. Elle sera établie mensuellement en un original et deux photocopies portant les mentions obligatoires suivantes :

- la désignation des parties contractantes (nom et adresse) ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la référence du marché et du lot ;
- la nature des prestations réalisées ;

- la date d'exécution des prestations facturées ;
- le nombre d'heures total facturées ;
- le prix unitaire HT ;
- le taux de TVA et le montant de la TVA (le cas échéant) ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal conforme au RIB/RIP transmis avec l'offre ;
- le type de public concerné (CAI ou « hors CAI ») ;
- la signature du titulaire ;
- le numéro du bon de commande afférent, sachant qu'une facture ne peut-être rattachée qu'à un seul bon de commande.

11.2 Envoi de la facture :

Les factures doivent être adressées à la direction territoriale du lot concerné, avant le 15 du mois qui suit la réalisation des prestations.

La facture couvrant les prestations réalisées au cours des 3 premières semaines mois de novembre doit être adressée à la direction concernée avant le 7 décembre, et celle couvrant le reste dû de l'année N-1, avant le 15 janvier de l'année N.

11.3 Conditions d'acceptation de la facture

Les factures non couvertes par un bon de commande (ou deux bons de commande consécutifs sur la même période annuelle) ne pourront être acceptées.

Les factures devront être accompagnées des feuilles d'émargement récapitulatives mensuelles signées par les bénéficiaires et des tableaux physico-financiers établis à partir de l'application extranet CAI.

En cas de co-traitance : le mandataire du groupement doit valider préalablement à leur envoi à l'OFII les factures du cotraitant, et s'assurer que les prestations facturées sont couvertes par un bon de commande. Cette validation doit prendre la forme d'une mention datée et signée et préciser le nom et la fonction de la personne qui a procédé à la validation.

En cas de sous-traitance : les factures du sous-traitant d'un groupement solidaire seront validées par le mandataire du groupement.

Les factures du sous-traitant d'un des cotraitants du groupement solidaire seront validées par le responsable légal du cotraitant et par le mandataire du groupement.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

12.1 Dispositions générales

Les paiements sont effectués selon les règles de la Comptabilité publique, sur présentation d'une facture en un original et deux duplicata.

Les sommes dues au titulaire sont réglées après exécution des bons de commande et attestation du service fait par la Direction de l'OFII territorialement compétente.

L'OFII se libère des sommes dues par virement sur le compte du ou des titulaire(s) défini dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur des dépenses est le Directeur Territorial de chaque Direction de l'OFII territorialement compétente.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, est désigné dans l'acte d'engagement.

12.2. Avance

Conformément à l'article 87 du code des marchés publics, le titulaire pourra percevoir une avance de 5 % sur la part non sous-traitée des bons de commande supérieurs à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Les clauses de variation de prix n'ont pas d'impact sur le montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions de l'article 88 du code des marchés publics.

12.3 Délai de paiement :

Conformément aux dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics, le délai ouvert à l'OFII pour procéder au paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours au plus à compter de la date de réception de la facture.

Passé ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Si le montant des intérêts moratoires est inférieur à 5 € ils ne seront pas payés, conformément à la réglementation en vigueur.

12.4. Nantissement et cession de créances :

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions fixées par le code des marchés publics. Conformément à la loi n° 87-1 du 2 janvier 1987 facilitant le crédit aux entreprises, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable assignataire des paiements (L'Agent Comptable de l'OFII - 44 rue Bargue - 75732 Paris Cedex 15).

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

13.1. Sous-traitance :

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché dans les conditions prévues aux articles 112 à 117 du code des marchés publics.

13.2. Co-traitance :

En cas de Co-traitance, le groupement devra être solidaire.

A la demande de l'ensemble des cotraitants, il pourra être dérogé aux dispositions de l'article 12.1.2 du CCAG/FCS, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

ARTICLE 14 : CONTROLE ET PENALITES

14.1 Contrôle

Conformément à l'article 16.1 du CCAG/FCS, l'OFII se réserve la possibilité d'exercer un contrôle sur place, réalisé par des agents désignés à cet effet, des conditions d'exécution des prestations en conformité avec les engagements contractuels mentionnés à l'article 6.

Les prestations sont donc susceptibles d'être évaluées de façon inopinée en cours d'exécution du présent marché. Les prestataires devront faciliter cette évaluation et donner libre accès aux documents pédagogiques et administratifs s'y rapportant.

En cas d'entrave, conformément à l'article 16.2 du CCA/FCS, le titulaire encourt les sanctions prévues à l'article 32 du CCAG/FCS.

14.2 Pénalités

L'OFII se réserve le droit de pénaliser les prestataires ne respectant pas leurs engagements. Des pénalités seront alors appliquées dès lors que la direction territoriale de l'OFII aura notifié par courrier avec A.R. les manquements constatés.

14.2.1 Pénalitésderetard

Le titulaire encourt des pénalités de retard si son offre de formation n'est pas, un mois après la notification du présent marché, conforme aux conditions décrites aux articles 6.2 et 6.3

Le montant de cette pénalité est de 100 € par jour de retard.

14.2.2 Pénalités pourmauvaiseexécution

En cas de manquement aux dispositions du présent cahier des clauses particulières, constaté par les agents chargés du contrôle, le prestataire encourt, après mise en demeure, une pénalité financière. Elle est fixée à 100 € par jour à compter de la fin du délai fixé par la personne responsable des marchés pour remédier à ce manquement.

14.2.3 Pénalités pourfermeture non autorisée

En cas de fermeture en dehors des périodes autorisées par l'article 6.6 et sauf en cas de force majeure, le titulaire encourt une pénalité financière de 100 € par jour de fermeture non autorisée.

14.2.3 Pénalités pour non respect des délais de facturation

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € en cas de non respect des délais d'envoi des factures et des pièces justificatives à la direction territoriale de l'OFII. Ces pénalités sont également applicables en cas de non conformité des pièces justificatives.

ARTICLE 15 : ASSURANCE

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'OFII à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à l'OFII, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

Sur demande de l'OFII, le titulaire doit produire les attestations d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

ARTICLE 16 : CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE

16.1 Résiliation pour faute

En application de l'article 47 du code des marchés publics, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre et mentionnés aux articles 44 et 46 du dit code ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 32 du CCAG/FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations du présent marché, l'OFII serait en droit de résilier le marché aux torts du titulaire, dans les conditions de l'article 32 du CCAG/FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut être intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 32.2 du CCAG/FCS, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et son délai d'exécution est fixé à 10 jours.

Le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 34 du CCAG/FCS.

16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas où l'OFII souhaiterait mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, celui-ci sera résilié à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Le paiement des prestations se fera au prorata des prestations réellement exécutées.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, le montant de l'indemnité de résiliation accordée au titulaire est obtenu en appliquant au montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 4 %.

Le calcul de l'indemnité de résiliation s'effectuera conformément à l'article 33 du CCAG / FCS.

ARTICLE 17 : LITIGES

Le droit français est seul applicable.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le Tribunal Administratif du ressort duquel dépend le siège de l'OFII est seul compétent.

ARTICLE 18 : DEROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS Article du CCP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG / FCS
15.3	Pénalités	Formule de calcul	11
13.2	Co-traitance	Possibilité de paiement direct des cotraitants	12.1.2
16.1	Résiliation pour faute	Délai accordé au titulaire pour présenter ses observations	32.2
16.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	Part de l'indemnité	33